Négation de la guerre, terrorisme et exception : Abderrahmane Taleb et la Guerre d'indépendance algérienne (1954-1962)

Negation of war, terrorism, and exception : Abderrahmane Taleb and the Algerian War of Independence (1954-1962)

Sylvie Thénault

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/1819>

DOI : 10.4000/histoirepolitique.1819

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

Sylvie Thénault, « Négation de la guerre, terrorisme et exception : Abderrahmane Taleb et la Guerre d'indépendance algérienne (1954-1962) », *Histoire Politique* [En ligne], 45 | 2021, mis en ligne le 01 octobre 2021, consulté le 15 décembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/1819> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.1819>

Ce document a été généré automatiquement le 15 décembre 2021.

Histoire Politique

Négation de la guerre, terrorisme et exception : Abderrahmane Taleb et la Guerre d'indépendance algérienne (1954-1962)

Negation of war, terrorism, and exception : Abderrahmane Taleb and the Algerian War of Independence (1954-1962)

Sylvie Thénault

- 1 « Donnez-nous vos bombardiers, Monsieur, et on vous donnera nos couffins » : ainsi s'exprime, dans *La Bataille d'Alger*, le personnage de Larbi Ben M'Hidi, face à un journaliste l'apostrophant sur « les sacs et les couffins » utilisés pour transporter « ces bombes qui font tant de victimes innocentes ». La scène, disponible en ligne, représente le dirigeant du Front de libération nationale (FLN) exhibé par les parachutistes l'ayant arrêté, lors d'une conférence de presse¹. Ce film a forgé des représentations prégnantes de ce moment de la guerre, allant de l'automne 1956 à l'automne 1957, lorsque le FLN a multiplié les attentats à Alger. Pour la 10^e DP (division parachutiste), déployée dans la ville à partir de janvier 1957, ladite « bataille » a pris la forme d'opérations de police (arrestations, détentions, interrogatoires), doublées du bouclage de quartiers entiers, de rafles et de perquisitions ; le tout accompagné d'une généralisation de la torture et d'exécutions sommaires. De ce point de vue, l'historien Gilbert Meynier a proposé de renommer cette séquence « grande répression d'Alger² ».
- 2 La phrase attribuée à Ben M'Hidi est couramment citée dans ses biographies, sans jamais être référencée³. Gilbert Meynier renvoie à l'interrogatoire du dirigeant FLN mais il n'en donne pas la source⁴. S'il est vrai que Ben M'Hidi a été montré à la presse, photographié et filmé, le 1^{er} mars 1957, quelques jours avant d'être sommairement exécuté, la citation semble bien être apocryphe. Les médias de l'époque ne la rapportent pas, alors même qu'ils citent d'autres paroles de lui ; il aurait déclaré vouloir faire d'Alger « un nouveau Dien Bien Phu »⁵. Que l'autre phrase soit autant reprise est significatif. Outre qu'elle a bénéficié de la puissance évocatrice de la fiction,

elle condense efficacement l'argumentaire légitimant les attentats du FLN. Il s'agissait de faire la guerre sans moyens⁶.

- 3 Au contraire du FLN, les autorités françaises ont nié la guerre avec constance. La traitant comme une affaire intérieure, elles l'ont soumise à une législation d'exception. Aussi les juristes s'y sont-ils intéressés, avant que son héritage ne focalise l'attention⁷. Les historiens ont pour leur part pris le relais des analyses pionnières de Pierre Vidal-Naquet, fondées sur ses connaissances et documents collectés dans la lutte contre la torture⁸. Tout en s'attachant à creuser ce que la négation de la guerre a fait au droit et à la justice, l'historiographie a pris en compte l'enjeu de légitimation que recelait l'encadrement légal du conflit ainsi que la contre-offensive du FLN sur ce terrain⁹. Aujourd'hui, la période est reconnue comme une séquence essentielle dans l'histoire des usages politiques du droit¹⁰ ; en est sortie la « défense de rupture » formalisée par Jacques Vergès quelques années plus tard¹¹.
- 4 Ainsi constituée, l'historiographie ne dialogue pas avec les travaux les plus récents sur le terrorisme, d'où a émergé la notion de « scène terroriste¹² ». Celle-ci englobe les acteurs sociaux concernés, tout autant les auteurs d'attentats et ceux qui les soutiennent que ceux qui les combattent et les médias. Aussi l'objet de cet article n'est-il pas d'enrichir l'historiographie de la Guerre d'indépendance algérienne, surtout que les recherches en archives étaient, au moment de l'écriture de cet article, empêchées de diverses manières¹³, mais de reformuler des recherches antérieures sous l'angle de la « scène terroriste ». Dans cette optique est repris le cas connu des spécialistes et d'ores et déjà bien documenté d'Abderrahmane Taleb, trois fois condamné à mort à Alger en 1957. Ses trois procès permettent tout particulièrement d'appréhender la « scène terroriste » spécifique de cette guerre, qui ainsi vient s'ajouter aux autres de ce dossier. Son analyse reposera sur des sources sélectionnées dans cette perspective : à une biographie rédigée par le frère de l'un des compagnons d'armes de Taleb, Mohamed Rebah, s'ajoutent le dossier de l'une des procédures et la presse locale, algéroise¹⁴. Le cas Taleb offre un panel d'audiences représentatives. Il présente aussi toute la palette des questions posées et jamais résolues dans ce type de procès. Les hommes et les femmes traduits devant les tribunaux militaires étaient-ils coupables ? Avaient-ils réellement commis les actes dont ils étaient accusés ? Que valent leurs protestations d'innocence ou leur invocation de la contrainte ? Étaient-ils d'authentiques combattants auxquels le droit international aurait dû être appliqué, comme le FLN le réclamait à l'époque ? Avec quel sens moral les magistrats mobilisés d'une certaine façon dans cette guerre abordaient-ils ces procès ? Autant de questions qu'il n'appartient pas aux historiens de résoudre, tant ils ne sont pas là pour trancher *a posteriori* les questions du passé, mais bien plus pour les analyser. C'est d'une bataille juridique et judiciaire que traite cet article, résultant, d'une part, d'une répression judiciaire consécutive à une législation d'exception niant la guerre, et, d'autre part, de la contre-offensive des nationalistes sur ce terrain.

Dans l'ambiance feutrée des Parquets

- 5 Né en 1930 dans la Casbah d'Alger, dans une famille de cinq enfants dont l'un décédé, Abderrahmane Taleb a un parcours scolaire remarquable. Au moment de la Guerre d'indépendance, il étudie à l'École de chimie de la faculté d'Alger. Son père, venu de Kabylie, travaille en boulangerie et pâtisserie. Sa famille vivant dans une seule pièce, il

n'appartient pourtant pas aux couches sociales les plus aisées de la Casbah¹⁵. Celle-ci est en effet peuplée quasi exclusivement de « musulmans », selon les catégories du recensement colonial au sens du recensement spécifiquement produit par les services du Gouvernement général à Alger distinguant habituellement « musulmans » et « non-musulmans ». Surtout, la famille de Taleb ne correspond pas à l'autre caractéristique forte de la Casbah : elle se distingue par la représentation plus forte qu'ailleurs dans la ville des petits commerçants et des personnels de service¹⁶.

- 6 Taleb est présenté au juge Bérard, juge d'instruction au Parquet d'Alger, le 29 avril 1957. Connu de sa hiérarchie pour son zèle répressif, ce juge est à l'image d'une magistrature coloniale où dominent les Français nés en Algérie, plus encline à la sanction du nationalisme qu'à l'instruction des plaintes dénonçant des tortures¹⁷. Au moment où Bérard interroge Taleb, l'attitude de la magistrature d'Algérie vient d'inciter François Mitterrand, alors ministre de la Justice, à interroger le Conseil supérieur de la magistrature sur l'opportunité d'un « rappel des principes et des règles qui protègent les libertés des citoyens¹⁸ » ; suivant l'avis recueilli à Alger, où il est habituel d'arguer que de telles plaintes sont peu crédibles car systématiques, le Conseil se prononcera négativement. Par la suite, Edmond Michelet, ministre de la Justice de 1959 à 1961, choisira de transférer en métropole les plaintes ainsi déposées outre-Méditerranée.
- 7 C'est devant ce juge que Taleb reconnaît avoir fabriqué les explosifs et réglé le mécanisme de deux bombes remises aux Combattants de la libération. Ce petit groupe est issu du Parti communiste algérien (PCA) que les autorités ont dissous. Tout en constituant un réseau propre, piloté par Abdelkader Guerroudj, les Combattants de la Libération agissent en lien avec le FLN à Alger qu'incarne, précisément, Yacef Saadi. Au contraire du PCA dans sa globalité, eux se lancent dans les attentats mais leurs actions demeurent très limitées. En 1956, ils se sont principalement occupés d'écouler le stock d'armes détourné par l'aspirant Henri Maillot, un jeune communiste célèbre pour sa désertion ; capturé au maquis, il a été sommairement exécuté. Ils ont aussi conçu l'attentat raté à l'usine de gaz du Hamma, à Alger, en novembre de la même année. Ouvrier à l'usine, membre du groupe, Fernand Iveton a introduit sur place une bombe qui ne devait pas faire de victime en explosant le soir mais qui a été découverte avant. Elle est l'une de celles réglées par Taleb ; l'autre, déposée dans un véhicule appartenant aux CRS, ne s'est pas déclenchée. À la date où Taleb comparaît devant le juge, Iveton a été condamné à mort et guillotiné, l'ensemble du groupe démantelé¹⁹.
- 8 Chez les Combattants de la libération, ainsi, attentats et maquis marchent ensemble au titre de ce qu'ils appellent la lutte armée. L'itinéraire de Taleb en témoigne également. Proche d'organisations diverses, tant nationalistes que communistes, Taleb a fréquenté le « cercle des étudiants marxistes²⁰ » à l'université mais n'a pas adhéré au PCA. Il a rejoint le maquis après l'appel à la grève des étudiants, lancé par le FLN en 1956. « J'acceptais de partir comme infirmier²¹ », affirme-t-il au juge, en mentionnant la contrainte exercée par le FLN dans ce contexte où il importe de collecter les éléments à décharge. En septembre 1956, il reçoit l'ordre de revenir à Alger où Saadi le requiert pour ses compétences en chimie :

« J'ai fabriqué en tout entre 17 et 18 kg d'explosifs qui ont été utilisés par l'organisation²². »
- 9 Une partie de ces explosifs ont servi pour les bombes des Combattants de la libération. Taleb tient cependant à préciser au juge qu'il n'a « jamais commis un seul attentat ni

déposé une bombe²³ ». Il raconte qu'ensuite, en janvier 1957, il a provoqué l'ire de Saadi en lui exprimant son désaccord sur « la question des attentats et l'emploi qui était fait de mes explosifs²⁴ », puis demandé à repartir au maquis, où l'armée française l'a fait prisonnier. Une lettre, versée au dossier, le montre déprimé au point d'être suicidaire, ce que confirmeront des témoins aux audiences²⁵. Impossible pour l'historien de départager ce qui renvoie à une réalité et ce qui pourrait relever d'une stratégie de défense. Le constat est simplement à faire de l'existence de ces éléments au dossier. Par ailleurs, l'itinéraire de Taleb, et en particulier ses affectations, démontre l'existence de réseaux organisés tant pour agir en ville et dans les maquis que pour veiller à l'emploi des hommes²⁶. Il démontre aussi que la reconnaissance de la guerre n'est pas revendiquée que pour des raisons politiques de légitimation. Elle découle directement et logiquement de la forme du combat mené par les partisans de l'indépendance. En l'absence d'armée régulière, ils combinent attentats en milieu urbain et lutte armée dans les massifs de l'Atlas.

- 10 La présentation de Taleb au juge d'instruction du Parquet d'Alger s'explique par la procédure élaborée à Paris, dès 1955, avec l'état d'urgence. Cette loi, du 3 avril 1955, est conçue comme « une solution intermédiaire entre le droit commun et la législation de l'état de siège²⁷ ». Ce dernier est rejeté comme tout ce qui évoque la guerre, au nom du rattachement de l'Algérie à la France ; sa départementalisation la soude au territoire national. L'exposé des motifs du projet d'état d'urgence se réfère à une notion centrale pour la légitimation de procédures d'exception en droit français : celle de « hors-la-loi ». Datant de la Révolution (de 1793, précisément), cette notion désigne ceux qui, ayant pris part aux révoltes et émeutes contre-révolutionnaires, arborant la cocarde blanche ou « tout autre signe de rébellion », se sont délibérément placés « hors de la loi » :

« En conséquence, ils ne peuvent profiter des dispositions concernant la procédure criminelle et l'institution des jurés²⁸. »

- 11 Ainsi l'insubordination politique vaut à ses auteurs de perdre le bénéfice des garanties ordinaires du droit. L'exposé des motifs parle également de « rebelles » mais pas de « terroristes », pas plus que la loi elle-même²⁹. Typiques de la culture politique et juridiques françaises, les notions mobilisées et les mots utilisés par les concepteurs de l'état d'urgence stigmatisent l'adversaire qui les dénonce comme telles. Les nationalistes algériens et leurs partisans rejettent autant « rebelles » que « hors-la-loi » ou « terroriste ».
- 12 L'état d'urgence impose une criminalisation, de règle jusqu'à la fin du conflit. Selon l'article 12, un décret peut « autoriser la juridiction militaire à se saisir de crimes, ainsi que des délits qui leur sont connexes, relevant de la cour d'assises du département³⁰ ». Le décret, intervenu le 23 avril 1955, liste des qualifications susceptibles de couvrir les actes des indépendantistes algériens : crimes à la sûreté intérieure de l'État, rébellion avec armes, association de malfaiteurs, port d'armes et de munitions, meurtres, homicides volontaires, coups et blessures qualifiés de crimes, viols, incendies, pillages, vols et recels qualifiés de crimes... Les Parquets civils mènent les instructions et les tribunaux militaires n'interviennent qu'au stade du jugement. Les actes qualifiés de délits, pour leur part, restent jugés par les tribunaux correctionnels. Cette combinaison, en vigueur jusqu'à une grande réforme en 1960, résulte de l'élaboration de l'état d'urgence. L'intervention des tribunaux permanents des forces armées (TPFA) a d'abord été totalement écartée. François Mitterrand, notamment, ministre de

l'Intérieur en 1954, s'y est opposé, tant elle risquait d'entraîner une qualification militaire redoutée, quand « la propagande antinationale s'efforce de donner ce caractère aux fellaghas³¹ » ; le terme, signifiant « coupeurs de route », renvoie aux bandits ruraux de l'Algérie coloniale³². La crainte des pressions exercées sur les jurés des cours d'assises l'a cependant emporté pour confier les crimes à la justice militaire.

- 13 Au moment où Taleb est traduit en justice, l'état d'urgence a été abrogé mais ses dispositions reconduites par des décrets fondés sur les pouvoirs spéciaux, votés le 16 mars 1956. La compétence des TPFA a été étendue à l'instruction mais dans les faits, celle-ci reste aux Parquets civils. Une fois ses investigations terminées, le juge d'instruction se dessaisit au profit du TPFA où le commissaire du gouvernement, magistrat du cadre militaire, rédige le réquisitoire définitif renvoyant les inculpés en jugement. Dans l'affaire des Combattants de la libération, le réquisitoire retient contre Taleb d'avoir « aidé ou assisté³³ » le groupe dans ses tentatives de « crimes » : « tentative de destruction par substance explosive d'un immeuble habité ou servant à l'habitation », pour l'usine ; « tentative d'homicides volontaires » pour celle-ci et pour le véhicule appartenant aux CRS. L'ensemble mobilise les articles 2 (sur la tentative), 434 et 435 (sur la destruction d'édifices et le dépôt d'un engin explosif), 295 et suivants (sur l'homicide volontaire) du code pénal de l'époque. Si elle n'existe pas juridiquement, la catégorie « terrorisme » est si présente dans la presse française et le langage courant que l'auteur du réquisitoire l'utilise. « Attentats terroristes », « action terroriste » se rencontrent dès les premières lignes du document, dans la partie synthétisant l'affaire sous forme de récit librement rédigé. Les Parquets militaires n'ont pas l'apanage de cet usage. Ainsi, les bilans statistiques envoyés au ministère par les trois procureurs généraux d'Algérie s'intitulent « État récapitulatif mensuel des procédures ouvertes contre les auteurs ou complices ou instigateurs d'attentats terroristes ou menées séparatistes (affaires de droit commun non comprises) ».
- 14 Avec les Combattants de la libération, Taleb comparaît pour la troisième fois devant le TPFA d'Alger, du 4 au 7 décembre 1957. Le TPFA est alors présidé par un magistrat rappelé sous les drapeaux ayant grade de colonel. Autour de lui siègent six militaires, inscrits à un tableau spécifique par le commandement et appelés par roulement au tribunal³⁴. Ceux qui jugent les indépendantistes algériens sont ceux-là mêmes qui les combattent. Ainsi une logique de guerre s'impose tant aux tribunaux qu'à leurs personnels.

Au tribunal permanent des forces armées d'Alger

- 15 La presse algéroise s'intéresse de près aux procès. *L'Écho d'Alger*, le titre le plus lu chez les Français d'Algérie, possède en Marie Elbe une chroniqueuse renommée, véritable *passionaria* de l'Algérie française³⁵, tandis que *Le Journal d'Alger*, qui représente une tendance plus libérale, a une rubrique « tribunaux militaires ». À Alger, les audiences peuvent se tenir au siège du TPFA, rue Cavaignac, ou au Palais de Justice, dans les locaux de la cour d'assises, rue Colonna d'Ornano ; proches, les deux artères appartiennent au secteur administratif et politique de la ville. Ces deux localisations tiennent peut-être à l'existence de quatre chambres au sein de la juridiction, qu'il faut abriter. En 1957, l'organisation de ces chambres a permis de développer l'activité du tribunal ; les deux autres TPFA que compte alors l'Algérie, à Oran et Constantine, ont aussi vu leurs charges s'accroître.

- 16 Selon les statistiques disponibles, d'avril à décembre 1956, 219 inculpés étaient déférés aux TPFA par mois en moyenne ; ils sont 492 de janvier 1957 à mai 1958. Quant aux jugements, d'une centaine en janvier 1957, ils augmentent jusqu'à 543 en mai 1957 puis restent au-dessus de 300 jusqu'en mai 1958 (sauf une exception). Le TPFA d'Alger est le plus actif en la matière : de janvier 1957 à mai 1958, il rend près de la moitié des jugements, ceux d'Oran et de Constantine se partageant l'autre moitié³⁶. Au regard de ces statistiques, Taleb n'est que le membre d'une vaste cohorte dont seules quelques figures émergent, en métropole, au gré de la médiatisation et des campagnes de grâce. Au contraire des hommes « musulmans », dans la taxonomie coloniale de l'époque, composant le gros de troupes peu incarnées, les minoritaires intrigants que sont les femmes et les Européens captent l'attention. Ses co-accusés aux deux premiers procès en font partie.
- 17 Du 11 au 15 juillet 1957, trois mois après sa capture au maquis, Taleb est jugé pour la première fois avec Djamila Bouhired, Djamila Bouazza et six autres accusés. Les deux jeunes filles ont déposé au Coq Hardi et au Milk Bar les bombes marquant le début de l'offensive FLN à Alger, le 30 septembre 1956 ; elles ont fait trois morts et plusieurs dizaines de blessés. L'écho des audiences ne tient cependant pas qu'à l'événement jugé. S'ajoutent la curiosité pour les « deux Djamila », comme les appelle la presse, en particulier Bouazza qui donne des signes de démente, ainsi que l'intervention de Jacques Vergès. L'anticolonialisme du jeune et brillant avocat, alors membre du PCF, lauréat du concours d'éloquence de la conférence du stage, est ancré dans son histoire personnelle³⁷. À cette date où le FLN n'a pas encore monté sa propre organisation en métropole, il part pour le collectif communiste. Concrètement, les avocats y participant se relaient à Alger. Vergès, envoyé là-bas pour la première fois en 1957, est contacté sur place pour défendre Bouhired. Loin d'être formalisée, sa stratégie choque d'autant plus qu'elle est totalement inédite. Avec deux confrères parisiens, dont Pierre Gautherat qui défend Taleb, ils inondent le tribunal de conclusions confinant à l'absurde, multiplient les provocations, quittent la barre avant d'y revenir, chassant les Algérois commis d'office en leur absence, etc.³⁸.
- 18 S'il apparaît plus que les six autres accusés masculins, Taleb est néanmoins en partie occulté par ses co-accusées féminines et par la stratégie des avocats. Marie Elbe, qui ne cache pas son parti pris, y consacre l'essentiel de ses comptes rendus. Elle approuve en revanche les plaidoiries des défenseurs locaux assurant temporairement la défense ; celui de Taleb lui donne « le visage d'un infortuné³⁹ ». Les articles du *Journal d'Alger* sont moins envahis par la stratégie des avocats, plus longs et plus factuels ; ils laissent plus de place à la reproduction des débats qui aboutissent à quatre peines capitales. Elles visent Bouhired, Bouazza, Taleb et Abdelghani Marsali, accusé d'avoir confectionné les caissettes entourant les bombes. De relatif, l'effacement de Taleb devient total dans la campagne de grâce que lance Vergès ensuite. Le 18 novembre 1957, un meeting se tient à Paris tandis que l'écrivain Georges Arnaud publie *Pour Djamila Bouhired* aux éditions de Minuit⁴⁰. Au contraire des autres condamnés à mort, Bouhired « peut prêter son visage à la Révolution algérienne. C'est une chance pour elle. Elle peut être une locomotive pour cette Révolution », explique Vergès qui a épousé sa première cliente indépendantiste après 1962⁴¹.
- 19 Le 19 octobre 1957, le deuxième procès de Taleb, seul dans le box, dure à peine une journée. La brièveté des audiences caractérise cette répression judiciaire. Les deux autres procès dans lesquels Taleb comparaît, considérés comme de grands procès,

durent seulement quelques jours : cinq en juillet (du 11 au 15), quatre en décembre (du 4 au 7). Ces courtes durées reflètent la maigreur des investigations. Les dossiers sont peu volumineux : aux rapports de police, aux éventuelles investigations techniques et médico-légales, s'ajoutent des procès-verbaux d'interrogatoire des inculpés, éventuellement de témoins et des pièces de procédure (ordre d'informer, mandat de dépôt, ordonnance de dessaisissement au profit du TPFA...). La réduction de l'instruction au strict minimum en vue de raccourcir les délais entre les faits et leur jugement, objectif recherché au nom de l'efficacité, est d'ailleurs au cœur des critiques adressées à la justice en Algérie⁴². Cette deuxième fois, Taleb est jugé pour complicité dans une tentative d'assassinat. Comme dans l'affaire des Combattants de la libération, il est accusé d'avoir fabriqué les explosifs d'une bombe découverte avant son déclenchement. M^e Gautherat, qui le défend de nouveau, abandonne toute stratégie spectaculaire. Il évoque les « crises de conscience » de son client et « l'intransigeance » de Saadi, selon Marie Elbe⁴³.

- 20 Du 4 au 7 décembre 1957, le procès des Combattants de la libération concerne deux femmes et six hommes mais la presse se focalise sur ceux qu'elle nomme « les époux Guerroudj » : Abdelkader, chef du groupe, et Jacqueline, qui a donné à Iveton la bombe destinée à l'usine de gaz. Taleb est moins effacé que d'autres accusés. Ses condamnations précédentes, rappelées, contribuent à sa visibilité. Au sein d'avocats essentiellement communistes, un certain Roubach assure sa défense, avec M^e Gautherat qui semble peu intervenir cette fois. Avant de s'attarder sur le lien entre le FLN et le PCA, les débats s'ouvrent sur les sévices contre lesquels des accusés ont porté plainte. Le commissaire de la police judiciaire chargé de l'enquête les dément. Alors qu'en métropole, le scandale de la torture a éclaté depuis plusieurs mois, celle-ci est systématiquement niée ou minimisée à Alger. *Le Journal d'Alger* n'y voit qu'un « moyen de défense⁴⁴ ». Quand « le public manifeste », parce qu'un avocat interroge le commissaire sur les aveux obtenus, c'est au défenseur que le colonel Barc, président, demande de s'exprimer « avec modération » pour « la sérénité des débats⁴⁵ ». Marie Elbe apprécie « la pondération et l'extrême modération du colonel Barc » ainsi que l'absence de « conclusions » et d'« incidents » de la part des avocats⁴⁶. « À aucun moment l'atmosphère de sérénité ne fut troublée⁴⁷ », confirme *Le Journal d'Alger*. Taleb, Abdelkader et Jacqueline Guerroudj, seuls parmi les accusés à encourir la peine de mort, y sont condamnés.
- 21 De tous les membres du TPFA, les présidents et les commissaires du gouvernement sont les seuls identifiés dans la presse mais avec une orthographe incertaine et sans précision biographique. Conseiller à la cour de Paris, le président Roynard, qui officie au premier des trois procès, traîne une sinistre réputation chez les acteurs de l'époque, en particulier les avocats qui y ont été confrontés : sévère et intéressé car père d'une famille nombreuse⁴⁸. D'un point de vue plus distancié, il faut dire que sa position, en tant que titulaire de la présidence et rare figure publique du tribunal, l'expose particulièrement à la critique. Louis Barc, premier substitut au tribunal de la Seine, qui préside le procès des Combattants de la libération, est l'un de ses substituts à la présidence du TPFA. Sollicité comme réserviste de la magistrature militaire qui « souffrait alors d'un début de pénurie » car de nombreux magistrats démissionnaient du cadre de réserve, il aurait jugé « indigne de se dérober⁴⁹ ». Fort de cette expérience de dix mois (deux à Oran, huit à Alger), il est devenu directeur de la gendarmerie et de la justice militaire au ministère de la Défense en 1960 ; il y a piloté l'application d'une vaste réforme renforçant la militarisation de la justice dans l'Algérie en guerre. Sous

réserve de plus amples recherches, menées dans les dossiers de ces personnels et qui dépassent le cadre de cet article, il semble être de ces hommes que leur parcours a érigé en spécialistes, tout en assurant la circulation de conceptions et de pratiques entre colonie et métropole⁵⁰.

- 22 Aucune victime ne témoigne au premier procès – il n’y en a pas dans les deux autres affaires, les bombes n’ayant pas explosé. Leur effacement dans la douleur prime. Une seule femme, blessée au Coq Hardi, dont la sœur a été tuée dans l’attentat, est citée à la barre mais elle se désiste « vu son état » ; « l’accusation renonce à sa comparution⁵¹ ». Les victimes sont représentées dans et par l’assistance. Pour *Le Journal d’Alger*, celle-ci se compose « en majeure partie⁵² » de leurs familles, tandis que Marie Elbe note la présence de « rescapés⁵³ » d’attentats divers du FLN. Aussi l’auditoire, qui menace les avocats à l’extérieur, intervient, voire les invective en pleine audience, s’approprie la parole des victimes. « Ceux qui sont tombés, tués ou blessés par les bombes, étaient eux aussi sans haine et sans crainte ! » objecte une voix, depuis les bancs à M^e Gautherat défendant Taleb qui, insiste-t-il, « risque sa tête » et à M^e Vergès soutenant son confrère⁵⁴. La loi du talion s’impose : aux morts des attentats doit répondre la condamnation à mort et l’exécution de ceux qui sont accusés de les avoir commis. Rappelant que le public des débats est « aussi celui des soirs de mort à Alger⁵⁵ », Marie Elbe oppose « les morts et les gosses amputés » aux avocats et leur reproche de ne pas avoir « le moindre mot de regret ou de compassion⁵⁶ ». *Le Monde* est le seul à rapporter que Bouazza « demanda pardon aux victimes⁵⁷ » dans son ultime déclaration. De fait, les victimes ne sont pas au centre des audiences. À l’époque des procès de Taleb, une association des victimes civiles du terrorisme vient tout juste d’être formée à Alger⁵⁸. Sa création date de décembre 1956⁵⁹.

« Et, en résistant, en soldat digne de l’être, à l’exemple de mes frères déjà martyrisés, je saurai mourir »

- 23 Ainsi Taleb se serait-il exprimé à la toute dernière audience du procès des Combattants de la Libération, selon une brochure éditée à Paris en 1958, pour sa grâce et celle des Guerroudj⁶⁰. Madeleine Rebérioux, alors au Parti communiste français (PCF), en est l’une des conceptrices, mue par un « remords⁶¹ » après l’exécution d’Iveton, le membre du groupe qui a déposé la bombe à l’usine de gaz. « Dans l’embarras⁶² » face à un acte qu’il désapprouvait, le Parti a en effet interdit à ses avocats de défendre Iveton avant de laisser l’un d’eux prendre en charge son recours en grâce. La conception de la brochure est en outre favorisée par des mois de dénonciation de la torture et des violences de l’armée dans la grande presse parisienne ; la contestation de la guerre a pris de l’ampleur chez les intellectuels. Simone de Beauvoir, Robert Barrat, Louis Martin-Chauffier, François Mauriac, notamment, signent l’appel à la grâce. Politiquement, la brochure rappelle l’engagement de deux accusés dans la Résistance et érige le couple Guerroudj en symbole d’une fraternité franco-algérienne à célébrer. Contre l’exécution, elle retient comme circonstance atténuante la volonté de ne pas tuer et reproduit un extrait de la plainte d’Abdelkader Guerroudj relatant les sévices qu’il a subis. Le profil de Taleb semble moins exploitable. Telle que reproduite dans la brochure, sa déclaration, à la dernière audience, est courte, exaltée. Sans référence à la France, il se réclame de sa « patrie », son « idéal », son « peuple », se dit « résigné » au « sublime sacrifice » en comparant la guillotine, instrument du martyr algérien, à la croix de

« vos églises⁶³ ». Si elle confirme la teneur de ses propos, la presse algéroise ne mentionne pas le « en résistant » cité dans la brochure, peut-être opportunément ajouté. Cette identification permet de rejeter l'amalgame entre indépendantistes et terroristes, en faisant appel à la mémoire encore fraîche de la Seconde Guerre mondiale.

- 24 Les multiples condamnations à mort de Taleb s'inscrivent dans la logique de guerre dominante, au sein des TPFA. Non seulement leur composition mais aussi la conjoncture y concourent. Même les acteurs se projetant dans une sauvegarde de l'Algérie française anticipent une amnistie car ils savent que l'effacement des peines accompagne les sorties de crise ; en 1946, en Algérie, par exemple, ont été amnistiées les peines prononcées en répression de l'insurrection du printemps 1945⁶⁴. Pendant la Guerre d'indépendance, les condamnations à mort pleuvent car, suivies d'exécution, elles sont les seules peines irréversibles. Ainsi joue la logique de guerre qui s'impose dans les tribunaux militaires en Algérie, dans la continuité d'une logique coloniale selon laquelle la tutelle française ne peut tenir sans démonstration de force⁶⁵. Significativement, Marie Elbe regrette, dans le procès des Combattants de la libération, que l'un des accusés n'encourt pas la peine de mort en vertu de son inculpation pour « association de malfaiteurs⁶⁶ ». Aussi le total des condamnés à mort en Algérie, sur l'ensemble de la guerre, est considérable : il avoisine les 1 500⁶⁷. Relevant quant à elles du pouvoir régalien du chef de l'État, les décisions de grâce ou d'exécution sont un instrument de régulation politique de la répression judiciaire. Sur les 1 500 condamnés en Algérie, près de 200 ont été exécutés, à un rythme qui suit les variations du conflit. Une centaine est exécutée en 1957, certainement acmé de la guerre, tandis qu'aucun ne l'est plus une fois les négociations franco-algériennes sérieusement entamées ; la dernière exécution a lieu en décembre 1960 en Algérie, en janvier 1961 en métropole. Les TPFA, de leur côté, ont continué à rendre des sentences capitales jusqu'au cessez-le-feu du 19 mars 1962. La grâce des condamnés à mort a fortement opposé un commandement résolu à vaincre l'ennemi et un pouvoir politique adaptant ses décisions à l'évolution globale du conflit. Les grâces suscitent également la rancœur des Français d'Algérie, qui font des exécutions une revendication centrale.
- 25 L'ampleur des condamnations à mort et des exécutions durcit le débat sur la stratégie de défense. « Ma stratégie de défense provoquait la condamnation à mort de beaucoup de mes clients mais, se défend Vergès, elle empêchait leur exécution en raison de la médiatisation de ces procès impossibles⁶⁸. » Le cas de Taleb enrichit le débat de deux arguments contradictoires. À l'encontre de la justification de Vergès, il témoigne des limites d'une médiatisation soumise aux stéréotypes et à la culture politique de l'opinion ; ou du moins à ce qui en est supposé et perçu. Qu'un accusé se dise prêt au sacrifice, même par une défiance masquant éventuellement une fragilité psychologique, peut au contraire encourager un avocat tenté par la transformation des audiences en arène politique à forte résonance médiatique. Avec le recul, toutefois, un constat s'impose : des logiques supérieures président aux condamnations et aux exécutions. Le rôle des stratégies de défense n'est pas évident dans les sentences ni dans les décisions finales.
- 26 La brochure pour la grâce des Guerroudj et de Taleb est crédible lorsqu'elle le fait parler « en soldat digne de l'être⁶⁹ ». De tels mots sont conformes à une ligne forte et constante de sa justification, hors même toute stratégie et publicité. À sa première comparution devant le juge Bérard, dans le huis clos du cabinet d'instruction, Taleb n'a

pas encore d'avocat puisque le procès-verbal indique *in fine* qu'il désire qu'un lui en soit « constitué d'office ». Ce procès-verbal précise pourtant la tenue de Taleb : « capote militaire, calot militaire, pantalon bleu et pataugas⁷⁰ ». Inhabituelle dans de tels documents, cette mention n'a-t-elle pas été portée à sa demande ? Elle est fondamentale quand les Conventions de Genève alors en vigueur retiennent entre autres conditions d'un traitement en prisonnier de guerre « d'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance⁷¹ ». Au contraire, écrit l'un des officiers parachutistes de la guerre à Alger en 1957, théorisant ce qu'il appelle la « guerre moderne », le « terroriste », qui attaque « hors du champ de bataille » de simples « civils », « fait la guerre sans uniforme⁷² ». Aux audiences, Taleb ne se défend pas qu'en soldat. Il déclare avoir été torturé et soutient qu'il ne connaissait pas la destination de ses explosifs. Au troisième procès, M^e Roubach fait en outre confirmer son état dépressif par le commissaire de la police judiciaire ainsi que par Saadi, arrêté deux mois plus tôt, cité à la barre⁷³. Il n'en demeure pas moins que l'argument existe. « Nous sommes en guerre, je ne suis pas un assassin », déclare Taleb en juillet⁷⁴. En décembre, l'argument est brandi au bénéfice d'autres accusés, dont Abdelkader Guerroudj, en des termes jouant sur la composition du TPFA :

« Mais le seul vœu que formulent leurs avocats, plaide l'un d'eux, est que vous les jugiez comme des soldats qui jugent des soldats⁷⁵. »

- 27 Adossée à un enjeu crucial de légitimation, évident pour tous, la dispute dépasse le domaine du droit et l'enceinte du tribunal. Marie Elbe parle du maquis comme d'une « armée mexicaine » et écrit « lieutenant » avec des guillemets quand elle accole le grade au nom de Taleb⁷⁶. Rejetant les Conventions de Genève au nom des « victimes hurlantes aux terrasses des brasseries algéroises », *Le Journal d'Alger* moque la tenue du « chimiste », « étudiant », tel que Taleb est le plus souvent caractérisé : une « parodie d'uniforme⁷⁷ ».
- 28 Taleb est guillotiné le 24 avril 1958, au cours d'une de ses vagues qui suivent les réunions du Conseil supérieur de la magistrature ayant examiné les recours en grâce, à l'issue desquels le président de la République (René Coty, en l'occurrence) se prononce. De tous les condamnés à mort en même temps que lui, Taleb est l'unique exécuté – Marsali et Guerroudj sont graciés, les autres le sont comme toutes les femmes et tous les Européens pendant cette guerre ; Iveton restera l'exception. Le FLN réplique à la mise à mort de Taleb en annonçant l'exécution de trois soldats français qu'il détenait, avec un parfait mimétisme : accusation criminelle, traduction devant un tribunal, sentence de mort, exécution. « Le 25 avril 1958, le tribunal spécial de l'armée de libération nationale, siégeant sur le territoire national, a condamné à mort pour tortures, viol et assassinat contre la population civile de la mechta Ramel Souk, région de La Calle, trois militaires français. La sentence a été exécutée le 30 avril 1958 à l'aube⁷⁸ », dit son communiqué publié le 9 mai 1958. Arguant que Taleb, en combattant de l'indépendance, aurait dû échapper à la mort, un responsable du FLN cité par la presse invoque la réciprocité :
« Nous ne respecterons les lois de la guerre que si l'adversaire fait de même ; que les familles des soldats français en Algérie le sachent⁷⁹. »
- 29 Les soldats étaient peut-être décédés autrement, auparavant⁸⁰ ; la mise en scène n'en aurait que plus de force. Quatre jours après l'annonce, le 13 mai 1958, outre qu'elle se mobilise contre l'investiture d'un Pierre Pflimlin honni, c'est en l'honneur des trois soldats que la foule algéroise se rassemble au monument aux morts de la ville, avant de prendre d'assaut le bâtiment du Gouvernement général où militaires et activistes

forment un Comité de Salut Public. Ces événements et leurs suites engloutissent la polémique que le FLN a tenté d'ouvrir.

- 30 L'enjeu de la négation de la guerre est ainsi central sur la « scène terroriste⁸¹ » des années 1954-1962. Par certains traits et quelle que soit son exceptionnalité, cependant, cette justice ne reste-t-elle pas aussi celle de son temps ? Non seulement la magistrature d'alors, à la formation professionnelle inexistante et sans organisation syndicale, se concevait plus volontiers en garante de l'ordre que des libertés, mais la justice des années 1950-1960 n'est-elle pas ordinairement, en comparaison d'aujourd'hui, une justice d'où les victimes sont absentes et qu'hante la peine de mort quand les infractions retenues la prévoient ? Si l'exercice de la défense s'en trouve singulièrement contraint, sauf à prendre en compte un « don de soi dans la mort⁸² » que des accusés engagés dans l'action violente peuvent revendiquer, l'acte de juger en est aussi profondément marqué ; la sentence capitale est à disposition des juges. La Guerre d'indépendance algérienne suggère que cette peine a été, dans la France du XX^e siècle, quantitativement, une peine d'usage d'abord politique.
- 31 L'histoire du terrorisme pendant cette guerre ne saurait être complète sans l'Organisation de l'armée secrète (OAS) dont la répression a en partie emprunté la voie ouverte par celle des indépendantistes algériens, avec des mesures d'exception parfois transférées des uns aux autres, des tribunaux d'exception intégrant une composante militaire, un usage de la peine de mort et des exécutions bien plus rare, sans comparaison quantitative, mais aussi polémique⁸³. La défense de l'OAS serait également à reprendre sous l'angle non d'une « défense de rupture » mais très certainement d'une défense politique habituellement située à gauche ou à l'extrême gauche de l'échiquier politique.
- 32 Une perspective encore plus globale et non moins pertinente consisterait à considérer ensemble Seconde Guerre mondiale et Guerre d'indépendance algérienne. La lecture des travaux sur la Seconde Guerre mondiale à la lumière de ceux qui concernent la Guerre d'indépendance algérienne y invite⁸⁴. La proximité temporelle entre les deux conflits permet d'envisager d'un seul tenant les trajectoires de certains acteurs. Il ne s'agirait pas seulement de pister les continuités d'une guerre à l'autre mais aussi et surtout les rejeux de l'une dans l'autre ; en matière d'internement, par exemple, la Seconde Guerre mondiale fait office de repoussoir une dizaine d'années plus tard⁸⁵. S'offrent ainsi à l'analyse les usages mémoriels et les réinvestissements d'expérience dans les domaines juridique et judiciaire, pendant la Guerre d'indépendance algérienne, du conflit précédent.
- 33 Pour finir, les potentialités du recul historique faisant défaut aux travaux sur le terrorisme peuvent ici être précisées⁸⁶. Outre l'histoire de la justice et du droit (le cas de l'état d'urgence est évident), celle du terrorisme (car les attentats du FLN à Alger sont loin, en technicité, en degré de violence et en bilan, de ceux d'aujourd'hui), une histoire des victimes et de leur organisation ne pourrait-elle pas être envisagée ?

NOTES

1. Voir ici : <https://www.youtube.com/watch?v=x5Fdi3Dy69Q> [consulté le 19/10/2021]. Dans le film, le passage se situe à 1 h 24 mn 40 s.
2. Gilbert Meynier, *Histoire intérieure du FLN*, Paris, Fayard, 2002, p. 322.
3. Voir par exemple le Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article151584> [consulté le 19/10/2021], notice BEN MEHIDI Larbi [Dictionnaire Algérie] par René Gallissot, version mise en ligne le 26 décembre 2013, dernière modification le 18 novembre 2020.
4. Gilbert Meynier, *Histoire intérieure du FLN*, op. cit., p. 327.
5. Outre la presse quotidienne, une recherche a été faite dans les fonds de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), qui a conservé le reportage des Actualités françaises : <https://www.ina.fr/video/AFE00001886/arrestation-de-dirigeants-du-fln-video.html> [consulté le 19/10/2021]. La référence à Dien Bien Phu est citée par *L'Écho d'Alger* et *Le Journal d'Alger* dans leurs éditions du 2 mars 1957.
6. Sur le terrorisme comme « arme des faibles », voir Isabelle Sommier, *Le terrorisme*, Paris, Flammarion, 2000, p. 26 et suivantes.
7. Alain Noyer, *La Sûreté de l'État*, Paris, LGDJ, 1966 ; Arlette Heymann, *Les libertés publiques et la guerre d'Algérie*, Paris, LGDJ, 1972 ; Karine Vartanian, *Le droit et la guerre d'Algérie, Réflexion sur l'exceptionnalité*, thèse de droit, Paris X-Nanterre, 1995 ; Juger en Algérie, 1944-1962, *Le Genre Humain*, 1997/1 (n° 32). Sur l'héritage, voir Vanessa Codaccioni, *Justice d'exception, l'État face aux crimes politiques et terroristes*, Paris, CNRS Éditions, 2015.
8. À ses ouvrages (en particulier Pierre Vidal-Naquet, *La Raison d'État*, Paris, Éditions de Minuit, 1962 et id., *La Torture dans la République*, Paris, Éditions de Minuit, 1972) doit être ajouté, sur la justice, l'article de Paul Thibaud : « Comment fonctionne la justice en Algérie », *Esprit*, mai 1957, p. 859-872.
9. Sylvie Thénault, *Une drôle de justice. Les magistrats dans la guerre d'Algérie*, Paris, La Découverte, 2001 (le lecteur s'y référera pour toute généralité évoquée ici) ainsi que : « La "défense de rupture" en question », *Le Mouvement Social*, vol. 240, n° 3, 2012, p. 121-135 ; « "La nation du FLN, c'est la résistance ?" », dans Tahar Khalfoune (dir.), *Mélanges en l'honneur de l'historien Gilbert Meynier*, Paris, L'Harmattan, 2019, p. 67-79. Sur la métropole, voir Marc André, « Les Algériens à Montluc. Militarisation de la répression en France durant la guerre d'indépendance algérienne (1954-1962) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2018/4 (n° 65-4), p. 7-32 ; id., « Requérir la peine de mort. Les magistrats militaires entre la France et l'Algérie durant la guerre d'indépendance algérienne », 20 & 21. *Revue d'histoire*, vol. 142, n° 2, 2019, p. 19-32.
10. Liora Israël, *L'arme du droit*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009 ; À la gauche du droit. *Mobilisations politiques du droit et de la justice en France (1968-1981)*, Paris, EHESS, 2020.
11. Dans Jacques Vergès, *De la stratégie judiciaire*, Paris, Éditions de Minuit, 1968.
12. Antoine Mégie, « La "scène terroriste" : réflexions théoriques autour de l'"ancien" et du "nouveau" terrorisme », *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*, 2010, vol. 43 (04), p. 983-1003.
13. Au contexte sanitaire s'est ajoutée la fermeture du Dépôt central des archives de la justice militaire (DCAJM), pour des raisons inexplicables, où avait été consulté antérieurement le dossier de l'une des procédures impliquant Taleb. L'application de l'IGI 1300 n'est pas ici en cause. À ce sujet : <https://www.archivistes.org/Suivre-les-actualites-du-debat-sur-l-acces-aux-archives-classifiees-secret> [lien consulté le 08/11/2021]. Le Dépôt central des archives de la justice militaire (DCAJM) est fermé jusqu'à nouvel ordre au moment où ces lignes sont écrites.
14. Mohamed Rebah, *Taleb Abderrahmane, guillotiné le 24 avril 1958*, Alger, APIC, 2013. Pour la presse, *L'Écho d'Alger*, *Le Journal d'Alger* et *Le Monde* ont été consultés. Le dossier de procédure est

celui des Combattants de la libération, conservé au Dépôt central des archives de la justice militaire (DCAJM) était au sous la référence : « 1106 Alger, 7 décembre 1959, 1659 3/4 » (sous dérogation).

15. Mohamed Rebah, *Taleb Abderrahmane*, op. cit.

16. Sur la Casbah : Jean Pelletier, *Alger 1955. Essai d'une géographie sociale*, présentation actualisée et commentée par Rachid Sidi Boumedine, Alger, APIC éditions, 2015, p. 150-154.

17. Il n'était pas l'homme de Mitterrand à Alger contrairement à ce qu'a affirmé le général Aussaresses dans son livre au contenu entièrement à vérifier : *Pour la France, services spéciaux 1942-1954*, Paris, Éditions du Rocher, 2001, p. 266. Voir la mise au point bien informée du *Monde* le 14 mai 2001.

18. Lettre du 18 avril 1957 au secrétaire général du CSM. Voir le procès-verbal de la séance du 17 juillet 1957, Archives nationales (AN), 4AG 618 (sous dérogation).

19. Jean-Luc Einaudi, *Pour l'exemple : l'affaire Fernand Iveton. Enquête*, Paris, L'Harmattan, 1986. On trouvera dans cet ouvrage une histoire des Combattants de la libération.

20. Mohamed Rebah, *Taleb Abderrahmane*, op. cit., p. 29.

21. DCAJM, Procès-verbal d'interrogatoire de première comparution, carton « 1106 Alger, 7 décembre 1959, 1659 3/4 » (sous dérogation).

22. *Ibid.*

23. *Ibid.*

24. *Ibid.*

25. Voir *Le Journal d'Alger*, 6 décembre 1957.

26. Sur les réseaux du FLN, voir Gilbert Meynier, *Histoire intérieure du FLN*, op. cit. Pour un aperçu de la structuration de l'OAS, également en réseau : Sylvie Thénault, « L'OAS à Alger en 1962. Histoire d'une violence terroriste et de ses agents », *Les Annales. Histoire, sciences sociales*, n° 5, 2008, p. 977-1001. Pour approche plus générale : Olivier Dard, *Voyage au cœur de l'OAS*, Paris, Perrin, 2005.

27. Exposé des motifs du projet de loi n° 10 478, Journal officiel, documents parlementaires, 2^e législature de la IV^e République.

28. Selon le décret de la Convention nationale du 19 mars 1793. Voir Éric de Mari *La mise hors de la loi sous la Révolution française, 19 mars 1793, an III. Une étude juridictionnelle et institutionnelle*, Issy-les-Moulineaux, LGDJ-Lextenso éditions, 2015.

29. Contrairement à ce qu'écrit Raphaëlle Branche dans « FLN et OAS : deux terrorismes en guerre d'Algérie », *Revue européenne d'histoire / European Review of History*, 2007, vol. 14 (3), p. 325-342.

30. La loi n° 55-385 du 3 avril 1955.

31. Lettre au ministre de la Justice, 13 novembre 1954, citée dans Sylvie Thénault, *Une drôle de Justice*, op. cit., p. 31.

32. À leur sujet : Antonin Plarier, «

33. Réquisitoire définitif, 16 novembre 1957, DCAJM, carton « 1106 Alger, 7 décembre 1959, 1659 3/4 » (sous dérogation).

34. Selon l'article 10 de la loi du 9 mars 1928. Le décret 56-286 du 26 mars 1956 a réglé la présidence, qui sera par la suite modifiée.

35. Sur Marie Elbe, pseudonyme de Jeanine Plantié, voir à ce nom dans Georges Fleury, *Histoire secrète de l'OAS*, Paris, Grasset, 2002.

36. Les données, provenant des états statistiques envoyés par le procureur général d'Alger au ministère de la Justice, sont plus détaillées dans le manuscrit de ma thèse que dans sa publication : Sylvie Thénault, *La Justice dans la guerre d'Algérie*, Université de Paris X-Nanterre, 1999, p. 178-186.

37. Parmi l'abondante production qu'a suscitée Jacques Vergès, voir Bernard Violet (avec Robert Jégaden), *Vergès. Le maître de l'ombre*, Paris, Seuil, 2000. Sur sa disparition dans les années 1970, le documentaire de Barbet Schroeder est plus convaincant : *L'avocat de la terreur* (2007).
38. Sur Pierre Gautherat : <https://maitron.fr/spip.php?article50250> [lien consulté le 19/10/2021], notice GAUTHERAT Pierre par Linda Amiri, version mise en ligne le 15 mai 2009, dernière modification le 9 novembre 2011.
39. Voir *L'Écho d'Alger* du 11 au 16 juillet 1957.
40. Sur le meeting : *Le Monde*, 20 novembre 1957.
41. Entretien avec Jacques Vergès, le 20 juin 1996.
42. Voir Paul Thibaud, « Comment fonctionne la justice en Algérie », art. cité, p. 866-867.
43. *L'Écho d'Alger*, 20-21 octobre 1957. Sur l'exercice de la défense : Sylvie Thénault, « Une défense politique sans rupture ? Le collectif des avocats du FLN en pratique », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2015/1, n° 115-116, p. 17-25.
44. *Le Journal d'Alger*, 6 décembre 1957.
45. *Ibid.*
46. *L'Écho d'Alger*, 5 décembre 1957.
47. 8-9 décembre 1957.
48. Voir les témoignages des avocats Yves Jouffa et Albert Smadja dans Sylvie Thénault, *Une drôle de justice...*, op. cit.
49. Sandrine Reliquet *L'exercice de la magistrature en Algérie d'octobre 1956 à octobre 1958*, mémoire de DEA, IEP de Paris, 1989, p. 52.
50. Voir Marc André, « Requérir la peine de mort... », art. cit., ainsi que, pour les métropolitains envoyés en Algérie, Sylvie Thénault, *Une drôle de justice*, op. cit.
51. *Le Journal d'Alger*, 14-15 juillet 1957.
52. *Ibid.*
53. *L'Écho d'Alger*, 14-15 juillet 1957.
54. *Le Journal d'Alger*, 13 juillet 1957.
55. *L'Écho d'Alger*, 14-15 juillet 1957.
56. *L'Écho d'Alger*, 16 juillet 1957.
57. *Le Monde*, 17 juillet 1957.
58. Elle est officiellement nommée Association des victimes civiles corporelles des événements d'Algérie (AVICCEAL).
59. À son sujet, voir le dossier conservé aux Archives nationales d'outre-mer (ANOM) en 3F96.
60. *Les Guerroudj et Taleb ne doivent pas mourir*, brochure de 31 pages imprimée à Paris en 1958, distribuée par Madeleine Rebérioux, Roger Paret et « M. Ruhlmann ». La déclaration de Taleb figure p. 10.
61. Jean-Luc Einaudi, *L'affaire Iveton*, op. cit., p. 222.
62. Alain Ruscio, *Les communistes et l'Algérie. Des origines à la guerre d'indépendance, 1920-1962*, Paris, La Découverte, 2019, p. 336.
63. *Les Guerroudj et Taleb ne doivent pas mourir*, op. cit., p. 10.
64. Jean-Pierre Peyroulou, *Guelma, 1945. Une subversion française dans l'Algérie coloniale*, Paris, La Découverte, 2009.
65. Ce contexte est très différent du contexte français de la fin de la Seconde Guerre mondiale, quand le provisoire conduit au contraire à limiter les peines capitales. Voir Virginie Sansico, *La justice déshonorée, 1940-1944*, Paris, Tallandier, 2015.
66. *L'Écho d'Alger*, 8 décembre 1957.
67. Données fondées sur une fiche récapitulative du commandement et le répertoire des recours en grâce de la Délégation générale en Algérie, conservés au Service historique de la Défense (SHD) en 1H 1097, 1098 et 1099. Pour une analyse synthétique : Sylvie Thénault « La justice dans

la guerre d'Algérie », dans Mohammed Harbi et Benjamin Stora (dir.), *La guerre d'Algérie, 1954-2004, La fin de l'amnésie*, Paris, Robert Laffont, 2004, p. 77-96.

68. Entretien avec Jacques Vergès, le 20 juin 1996.

69. *Les Guerroudj et Taleb ne doivent pas mourir*, op. cit., p. 10.

70. Procès-verbal d'interrogatoire, op. cit.

71. Troisième Convention, Article 4, 12 août 1949. <https://ihl-databases.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/Article.xsp?action=openDocument&documentId=D4FEB229F02EA4B9C12563BD002BEF97> [lien consulté le 19/10/2021].

72. Roger Trinquier, *La guerre moderne*, Paris, La Table Ronde, 1961, p. 33.

73. *Le Journal d'Alger*, 6 décembre 1957.

74. *Le Journal d'Alger*, 13 juillet 1957.

75. *L'Écho d'Alger*, 7 décembre 1957.

76. *L'Écho d'Alger*, 13 juillet 1957.

77. *Le Journal d'Alger*, 12 juillet 1957.

78. Cité par *Le Monde*, le 11-12 mai 1958.

79. *Ibid.*

80. Raphaëlle Branche le suppose dans *Prisonniers du FLN*, Paris, Payot, 2014.

81. Antoine Mégie, « La "scène terroriste"... », art. cit.

82. Isabelle Sommier, « Du "terrorisme" comme violence totale ? », *Revue internationale des sciences sociales*, 174, 2002, p. 531.

83. Pour un tableau global de la Guerre d'indépendance algérienne incluant FLN et OAS : Gilles Ferragu, *Histoire du terrorisme*, Paris, Perrin, 2019, p. 363 à 376.

84. Virginie Sansico, *La justice déshonorée, 1940-1944*, op. cit.

85. Sylvie Thénault, *Violence ordinaire en Algérie coloniale. Camps, internement, assignations à résidence*, Paris, Odile Jacob, 2012.

86. Antoine Mégie : « La "scène terroriste"... », art. cit.

RÉSUMÉS

Entre juillet et décembre 1957, Abderrahmane Taleb est trois fois condamné à mort par le Tribunal permanent des forces armées (TPFA) d'Alger. Étudiant en chimie, il reconnaît avoir fabriqué 17 à 18 kg d'explosifs au profit du FLN à Alger mais outre ce rôle, exercé malgré lui, dit-il, il s'est aussi engagé au maquis. C'est d'ailleurs au maquis qu'il est fait prisonnier par l'armée française. Son cas met en jeu, de façon exemplaire, le droit et le fonctionnement de la justice, à travers l'application des législations d'exception pendant la Guerre d'indépendance algérienne. Ses procès offrent en outre un panel d'audiences représentatives : durée brève, accusés nombreux, fort intérêt de la presse locale (algéroise, en l'occurrence) et des Français d'Alger. Les victimes, en revanche, sont curieusement absentes. Enfin, l'exécution de Taleb, le 24 avril 1958, déclencheur du 13 mai 1958 qui conduit la IV^e République à sa perte, déclenche des débats cruciaux sur l'usage de la peine de mort dans cette guerre et le statut de ses protagonistes. Ainsi le cas d'Abderrahmane Taleb permet-il de reprendre l'historiographie de la Guerre d'indépendance algérienne en la soumettant aux problématiques de la « scène terroriste ».

Between July and December 1957, Abderrahmane Taleb was sentenced to death three times by the military tribunal of Algiers (the *Tribunal Permanent des Forces Armées*, or TPFA). As a chemistry

student, he admitted to having been forced to make 17 or 18kg of explosives for the FLN in Algiers, but added that he had also joined the *maquis*, or national resistance movement, of his own volition. It was in the latter context that he was taken prisoner by the French army. His case is a prime example of how the law and the judicial system functioned through the enforcement of emergency legislation during the Algerian War of Independence. In addition, his legal cases also displayed a variety of representative hearings that were of short duration, included numerous defendants, and elicited strong interest from the local press (Algerian, in this case), as well as from French nationals from Algiers. The victims, however, were curiously absent from the scene. Taleb's execution on April 24, 1958 triggered the events of May 13 which brought the Fourth Republic to its knees, instigating virulent debate on the use of the death penalty in the Algerian War and on the status of its protagonists. The case of Abderrahmane Taleb thus allows us to revisit the historiography of the Algerian War of Independence by viewing it from the perspective of the "terrorist scene".

INDEX

Mots-clés : guerre d'indépendance algérienne, procès, tribunal militaire, peine de mort, terrorisme

Keywords : algerian war of independence, trial, military court, death sentence, terrorism

AUTEUR

SYLVIE THÉNAULT

Sylvie Thénault, historienne, est directrice de recherche au CNRS, spécialiste de la colonisation et de la Guerre d'indépendance algérienne. Après avoir travaillé sur les législations d'exception et la répression judiciaire pendant cette guerre, elle a élargi ses recherches à l'ensemble de la période coloniale, en particulier sur l'indigénat. Parmi ses publications : en collaboration avec Abderrahmane Bouchene, Jean-Pierre Peyroulou et Ouanassa Siari-Tengour (dir.), *Histoire de l'Algérie à la période coloniale (1830-1962)* (Paris/Alger, La Découverte/Barzakh, 2012, réédité en poche, 2021).